

APPEL DE L'AG ÉDUCATION IDF — JEUDI 21 FEVRIER

PAS DE VACANCES POUR BLANQUER !

Une dernière **Assemblée Générale de l'Éducation en Île-de-France** s'est tenue le jeudi 21 février, pour faire le bilan des derniers jours et préparer le mois de mars, lorsque toutes les zones auront repris. Durant cette journée de **grève**, des **diffusions et actions visibles** ont été menées dans Paris, puis une **manifestation dynamique** a rejoint le Ministère après une **action médiatique** où les collègues au garde-à-vous s'étaient scotché la bouche. À noter : l'appel à manifestation de l'AG Éducation IDF du mardi 12 février avait été **rejoint par l'intersyndicale parisienne SNES-FSU - SNUEP-FSU - SNFOLC - SNETAA-FO - CGT Éduc'action - SUD Éducation**.

L'AG Éducation IDF a regroupé à la veille des vacances des représentantEs de 31 établissements, écoles ou regroupements d'établissements (AG de villes), parmi lesquels la plupart étaient en **grève**, voire en **grève reconductible**. De plus en plus d'AG de villes mènent des **grèves inter-dégrés**, parfois majoritaires dans leur ville, **avec l'appui des parents d'élèves**.

Nos établissements luttent pour une École plus égalitaire et émancipatrice, et revendiquent :

- l'abrogation des **réformes Blanquer** : Lycée général et technologique, Lycée professionnel, **Bac 2021**, orientation post-Bac (loi ORE et **Parcoursup**)
- le retrait du projet de loi réactionnaire, libéral et inégalitaire sur « **l'École de la confiance** »
- l'annulation de toutes les **suppressions de postes**, et la **baisse des effectifs par classe**
- le retrait du projet d'imposer une **deuxième heure supplémentaire** dans le second degré
- une **carte élargie de l'Éducation Prioritaire**, allant de la maternelle au Bac
- le retrait de tout projet de **casse de la Fonction Publique** et un plan massif de **titularisation**
- la suppression du **jour de carence**, le rattrapage de toutes les **pertes de pouvoir d'achat** et l'**indexation des salaires** au minimum sur l'inflation

La zone C entrant en vacances, l'AG Éducation IDF appelle les collègues partout en France à **s'inscrire dans la mobilisation afin de ne laisser aucun repos à Blanquer**. Elle appelle les collègues et les établissements à **se réunir et discuter des modalités de mobilisation** (notamment la grève qui nous a permis de nous regrouper collectivement), et à participer à la **coordination nationale des Collectifs contre les Réformes Blanquer et Parcoursup (CRBP) le dimanche 17 mars dès 10h**, en envoyant des **déléguéEs mandatéEs** par chaque établissement.

L'AG Éducation IDF appelle à préparer dès aujourd'hui, partout en région parisienne et en France, une « **Nuit nationale des bahuts et des écoles** » **le jeudi 14 mars**, puis la **grève nationale interprofessionnelle du mardi 19 mars et ses suites** (à l'appel des syndicats CGT - FO - FSU - Solidaires - UNEF - UNL), avec l'objectif d'en faire le **début d'une grève nationale massive, déterminée, et prête à faire reculer Blanquer et le gouvernement**.

L'AG Éducation IDF a longuement discuté des **modes d'action « alternatifs » et de comment les coordonner** en Île-de-France, entre autres les **actions visibles et médiatiques**, les **votations**, les **démissions collectives de la charge de professeurE principalE**, et le refus de collaborer à l'orientation-sélection (Parcoursup, Affelnet, spécialités en fin de 2nde) à travers l'**attribution de la moyenne de 20/20 de la 3ème à la Terminale**.

Il a été rappelé que, pour mettre en œuvre collectivement ces actions « alternatives », il était souvent nécessaire de **dégager du temps en commun, à travers la grève**. L'exemple des actions de Colombes ou du lycée Blanqui de Saint-Ouen (avec 80 % de grévistes) est à cet égard très parlant. **La grève et les actions alternatives ne sont nullement antagoniques, bien au contraire.**

Pas de vacances pour Blanquer ! De la maternelle à la fac, on contre-attaque !

Blog du Collectif contre les Réformes Blanquer et Parcoursup Île-de-France : collectifcrbpidf.jimdofree.com

Liste CRBP IDF : collectifcrbpidf@framalistes.org / Liste inter-collectifs : intercollectifs_onyva@framalistes.org

Pour centraliser les établissements et écoles en grève : lite.framacalc.org/greveidf-semaine11-16fev

Pétition de la coordination nationale : www.change.org/p/ministre-de-l-education-nationale-pour-une-ecole-plus-egalitaire-abrogation-des-reformes-blanquer-et-de-parcoursup

Caisse de lutte : www.lepotcommun.fr/pot/tdnghgr1

Facebook *Les enseignants s'organisent contre les réformes Blanquer* : www.facebook.com/groups/422548111511799

Facebook *Touche pas ma ZEP* : www.facebook.com/touchepasmazep

DECISIONS DE L'AG ÉDUCATION IDF - JEUDI 21 FEVRIER

PAS DE VACANCES POUR BLANQUER !

– Au niveau national –

La journée de grève en Île-de-France du jeudi 21 février ayant été organisée, à la veille des vacances, comme un **passage du relais de la lutte** aux académies qui reprennent ce lundi, l'AG Éducation Île-de-France appelle les collègues et les établissements partout en France à :

- 1) S'inscrire dans la mobilisation nationale afin de ne laisser aucun repos à Blanquer
- 2) Se réunir et discuter des modalités de mobilisation (notamment la grève qui a permis de nous regrouper collectivement), si possible en **AG de villes regroupant les personnels de la maternelle à l'université** (comme par exemple à Montreuil, Bagnolet, Bondy, Colombes, Chelles ou Paris).
- 3) Proposer partout une **« Nuit nationale des bahuts et des écoles » le jeudi 14 mars**, avec les collègues, les parents d'élèves, voire les élèves quand c'est possible.
- 4) Préparer dès aujourd'hui, partout en région parisienne et en France, la **grève nationale interprofessionnelle du mardi 19 mars et ses suites** (à l'appel des syndicats CGT - FO - FSU - Solidaires - UNEF - UNL), avec l'objectif d'en faire le **début d'une grève nationale massive, déterminée, et prête à faire reculer Blanquer et le gouvernement.**
- 5) Participer à la **coordination nationale des Collectifs contre les Réformes Blanquer et Parcoursup (CRBP) le dimanche 17 mars** dès 10h, en envoyant des **déléguéEs mandatéEs** par chaque établissement, notamment sur la question des suites à la grève du mardi 19 mars.

(Le lieu n'est pas encore arrêté. Si vous avez des pistes, veuillez contacter : collectifcrbpidf@gmail.com.)

– En Île-de-France –

L'AG Éducation IDF appelle les collègues / établissements / écoles / AG de villes d'Île-de-France à :

- 1) Populariser l'expérience de lutte (notamment les grèves reconductibles) accumulée en IDF ces dernières semaines, dans la mesure de ses moyens et de ses contacts à l'échelle nationale
- 2) En vue des démissions des PP, des notes de 20/20 et du refus de collaborer à Parcoursup :
 - a) poser dès maintenant des heures syndicales pour le lundi 11 ou le mardi 12 mars
 - b) mettre ou remettre en débat dès maintenant, puis à la reprise, la question de :
 - démissionner de sa charge de professeurE principalE d'ici les conseils de classes dans chaque bahut, et ne pas remplacer les PP démissionnaires, ni cette année ni l'an prochain
 - mettre des avis très satisfaisants sur Parcoursup
 - noter 20/20 les élèves de la 3ème à la Terminale
 - c) compter et coordonner ces décisions d'établissements lors d'une **AG Éducation IDF le mardi 12 mars à 18h à la Bourse du Travail de Paris** (3, rue du Château d'Eau, métro République)
 - d) faire connaître ces décisions aux deux établissements qui centralisent les chiffres : Mozart au Blanc-Mesnil pour les démissions de PP ([demissionppidf@gmail.com](mailto:démissionppidf@gmail.com)) et Delacroix à Drancy pour les notes de 20/20 (shakila.za@gmail.com)
 - e) organiser une **action le mercredi 20 mars au Ministère**, pour rendre publiques et visibles ces décisions des établissements franciliens
- 3) Participer très massivement à la **grève nationale interprofessionnelle du mardi 19 mars** :
 - a) AG dans les établissements / écoles / villes le matin, ou actions visibles et coordonnées pour les bahuts qui auront déjà tenu leur AG de grève
 - b) **Manifestation à 13h au Luxembourg**, et formation d'un cortège de l'Éducation en lutte
 - c) **AG Éducation IDF à 17h à la Bourse du Travail de Paris**. À ce titre il sera crucial, pour mesurer l'état de la mobilisation, que chaque établissement / école / ville envoie des **déléguéEs mandatéEs** par leur AG, ayant mis en discussion au préalable les suites de la grève du 19 mars.

COMPLEMENTS SUR LES ACTIONS DANS NOS BAHUTS — AG EDUCATION IDF

Démission des professeurEs principaux

- La démission des PP de tous les niveaux de la 3ème à la Terminale est l'une des actions qui peut avoir un vrai poids en interne avant les conseils de classe du 2ème trimestre, d'autant que ses effets ne sont pas simplement ponctuels. C'est peut-être dans l'orientation et au moment des examens que les actions des enseignantEs ont finalement le plus d'impact.
- L'action est à compléter par un engagement des collègues à **ne pas remplacer les démissionnaires**, et à **ne pas accepter la charge de PP à la rentrée 2019**. De plus, il est aussi possible de garder un **silence absolu pendant les conseils de classes**. Enfin, cette décision doit permettre de **faire réagir les parents d'élèves et de leur proposer des rencontres**.
- La démission des PP a déjà été actée majoritairement dans plusieurs bahuts, comme aux lycées Dorian (Paris 11ème), Auguste Blanqui (Saint-Ouen, 93) ou Camille Claudel (Pontault-Combault, 77). Elle est en discussion dans bien d'autres bahuts en IDF et en France.
- Les décisions par bahut (qui, pour se protéger, doivent être aussi coordonnées et collectives que possible en interne) ne peuvent être prises qu'en ordre dispersé à l'échelle de l'IDF, suivant le calendrier des conseils de classe dans chaque établissement. Il est donc nécessaire de **mener l'action à la fois en interne avant les conseils de classes, mais aussi de prévoir un temps fort pour une action visible de tous les bahuts concernés**.
- Afin de **ne pas faire reposer la charge financière que sur les PP**, il a été calculé qu'il suffisait en général d'une dizaine d'euros par collègue et par mois pour « indemniser » les PP concernés.
- Pour protéger et faire basculer les collègues plus « réservés », il peut être décidé de **fixer un seuil au-delà duquel déclencher la démission des PP** (50 % par exemple), puis de déclarer individuellement ses intentions jusqu'à dépasser ce seuil.

Notes de 20/20 de la 3ème à la Terminale et boycott de Parcoursup

- L'idée est d'attribuer la **moyenne de 20/20 sur tous les niveaux**, et de **ne pas collaborer à l'orientation-sélection** (Parcoursup, Affelnet, orientation en fin de 2nde), à quelque niveau que ce soit. Toutefois, quatre points sont particuliers à cette proposition d'action :
 - Les **réactions des parents d'élèves** peuvent être ici plus vives que pour la démission des PP. Il faut donc être au clair sur l'argumentaire, et communiquer intensément et le plus tôt possible.
 - Vu le risque de cette action sur le plan des **obligations de service** (voire sur la faute professionnelle), il est nécessaire **que la décision soit la plus collective possible en interne**.
 - Vu l'orientation vers d'autres établissements à la fin de la 3ème et de la Terminale, et vu le **risque de « sélection-répression »** que courent les établissements et donc les élèves concernés, il est aussi nécessaire **que la décision soit la plus collective possible dans chaque ville / académie / région**.
 - La **question de l'évaluation et de son utilisation pour la sélection et le tri social est une vraie question inter-degré**. Elle rappelle notamment la mobilisation dans le premier degré et au collège contre le LSU, ainsi que la lutte contre les évaluations Blanquer du CP à la 2nde. Cette transversalité appelle des analyses communes suivant ce **fil rouge de la sélection de la maternelle à l'université**.
- À l'heure actuelle, la décision a déjà été actée dans plusieurs établissements, parmi lesquels les lycées Sophie Germain (Paris 4ème) et Colbert (Paris 10ème). Elle est en discussion dans beaucoup d'autres établissements en région parisienne et en France.
- Le lycée Delacroix à Drancy (shakila.za@gmail.com) est prêt à centraliser et comptabiliser les décisions sur les 20/20 prises à l'échelle de l'IDF.